

Le Figaro, 30 novembre 2021

«École: les thèses militantes que combat Blanquer sont promues... par ses services»

Par Xavier-Laurent Salvador et Hubert Heckmann

TRIBUNE - Les deux universitaires, Xavier-Laurent Salvador et Hubert Heckmann, ne doutent pas de la bonne volonté du ministre de l'Éducation nationale, mais s'interrogent sur son autorité réelle sur les bureaux de la rue de Grenelle.

Xavier-Laurent Salvador, agrégé, est maître de conférences en linguistique médiévale à l'université Sorbonne Paris Nord. Hubert Heckmann, agrégé, est maître de conférences en littérature médiévale à l'université de Rouen. Ils ont cofondé l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires.

Parents, enseignants, citoyens: nous sommes tous concernés par ce qui se passe à l'université, car c'est le lieu où se construit l'école, de la maternelle au lycée. On y instruit et on y recrute les professeurs de demain. De la cartographie actuelle des savoirs universitaires dépendront les matières enseignées à nos enfants dans les prochaines années. Quand des laboratoires universitaires décident de ne voir le monde qu'au prisme du genre, de la race et de la classe, ils entendent peser lourdement sur la formation des maîtres, en infléchissant les programmes scolaires.

Les enfants et les adolescents sont les victimes de ce militantisme déguisé en science. Débordant l'université pour atteindre l'école, la déconstruction entrave le droit des plus jeunes, et en particulier des plus défavorisés d'entre eux, à accéder au savoir et à la culture. L'Éducation nationale, parfois inconsciente de ce qui se déroule sous son propre toit, finance certaines actions militantes.

Avant même de permettre à l'élève de «*comprendre le fonctionnement de la langue*», selon la formule du programme de l'école élémentaire, certains pédagogues mettent l'enfant en garde contre un soi-disant «*sexisme du langage*» qu'il faudrait

déconstruire en réinventant la grammaire. Cette prétendue émancipation manque son but, car elle l'empêche d'acquérir, avec la maîtrise du français, les moyens de son autonomie. Avant même que l'élève ne puisse « *construire des repères historiques* » et « *se repérer dans le temps* », selon les termes du programme officiel, les mêmes militants projettent sur le passé leurs revendications présentes: ils calculent le pourcentage de femmes « *autrices* » dans les programmes, la part des « *représentants des minorités* » étudiés en cours d'histoire. Ces préoccupations anachroniques s'apparentent parfois à la «cancel culture», et coupent les élèves des sources de la langue et de la culture.

Canopé est l'éditeur officiel des ressources pédagogiques de l'Éducation nationale. Pour faire « connaître les préfixes d'origine grecque ou latine », il propose à l'élève de collège cet exercice : « Recherche l'étymologie et la signification des préfixes "hétéro", "homo", "trans", "cis", "inter" et "bi" »

Canopé, l'éditeur officiel des ressources pédagogiques de l'Éducation nationale, en présente des exemples. Pour « *maîtriser le vocabulaire lié aux identités de genre* » et faire « *connaître les préfixes d'origine grecque ou latine et en comprendre l'importance dans le vocabulaire français* », Canopé propose à l'élève de collège l'exercice suivant: « *Recherche l'étymologie et la signification des préfixes "hétéro", "homo", "trans", "cis", "inter" et "bi"* » («Éducation et LGBTI+. Propositions d'activités pédagogiques pour le collège»).

Un autre exercice consiste à repérer des « *stéréotypes* » dans une image. Le corrigé précise que « *les stéréotypes à repérer sont: les couples hétérosexuels ; la mariée en blanc dont la petite fille tient la traîne, suggérant une filiation ; l'idée que son destin est également de se marier, d'où la présence du petit garçon en costume comme le marié ; la mère qui pleure, les femmes seraient ainsi plus "sensibles et émotives"* »...

Canopé propose également des formations continues pour enseignants, pour leur apprendre notamment à « *défaire la norme cisgenre* », c'est-à-dire à utiliser les « *outils de la pédagogie critique de la norme* » pour repérer les « *manifestations de la cisnormativité en milieu scolaire, du contenu des enseignements aux interactions quotidiennes* », ce qui leur permettra de « *travailler sur la cisnormativité avec leurs élèves* ».

À l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) de Créteil, le futur enseignant apprend que les « inégalités se construisent au quotidien dans toutes les sphères de l'école (...) par des processus qui s'inscrivent dans une perspective hétéronormative et (...) s'articulent en outre avec d'autres rapports sociaux de racisation, de classe »

Des courants pédagogiques militants (les pédagogies «radicales» dites «critiques» ou «contre-pédagogies», qui luttent contre le *«patriarcat néolibéral, hétéronormé, sexiste, cisgenre, classiste et raciste (...) sur le plan du savoir et de l'épistémologie»* (voir, par exemple, «Pour une éducation de quel genre? Des pédagogies de la cruauté aux pédagogies de l'émancipation», sur le site calenda.org) se retrouvent dans la formation des enseignants.

À l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspe) de Créteil, le futur enseignant apprend ainsi que *«le système scolaire reproduit une différenciation entre les sexes, source d'inégalités scolaires, sociales, économiques et politiques. Ces inégalités se construisent au quotidien dans toutes les sphères de l'école (...) par des processus qui s'inscrivent dans une perspective hétéronormative et (...) s'articulent en outre avec d'autres rapports sociaux de racisation, de classe»*. Le remède est tout trouvé: c'est *«le concept de genre et d'intersectionnalité»*.

Le laisser-faire au sein des réseaux pédagogiques est en voie de devenir un phénomène politique. Le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ) a pour mission de *«créer de la cohérence et de la transversalité dans les politiques publiques concernant les jeunes de 16 à 30 ans»*. Or son nouveau président, Omar Didi, militant associatif, intervenait en 2017 en tant que panéliste aux côtés d'Elsa Ray du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), association dissoute depuis par l'État, et se félicitait de ce travail en commun au nom de l'*«intersectionnalité»*. L'association qu'il préside propose *«des espaces de parole racisée (sic) et LGBTQIA+ à permanence non mixte»*, en contravention totale avec les engagements des chartes des valeurs de la République et de la laïcité. Son association a pourtant perçu, rien que pour l'année 2019: 7000 euros de la Direction générale de l'enseignement scolaire du ministère de l'Éducation nationale, 10.000 euros du ministère de la Jeunesse, 20.000 euros du ministère de la Culture, 40.000 euros du conseil régional d'Île-de-France, 22.000 euros du Conseil de Paris, et 46.000 euros de fonds

européens. Ne doutons pas que le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse se transformera bientôt en caution d'associations militantes développant des actions «innovantes» auprès des publics scolaires.

On le voit, l'école est le lieu d'une guerre d'influence. La solution se trouve naturellement dans le renforcement des disciplines fondamentales: langue, histoire et littérature, mathématiques, sciences de la nature. Ce sont elles qui, depuis très longtemps, ont ouvert les esprits des écoliers de la République de toute condition et de toute origine et leur ont permis de s'extraire des fatalités auxquelles les communautarismes entendent aujourd'hui les condamner. Or, pendant que Jean-Michel Blanquer tient des propos fermes contre l'idéologie woke, elle progresse dans les services de son propre ministère.